

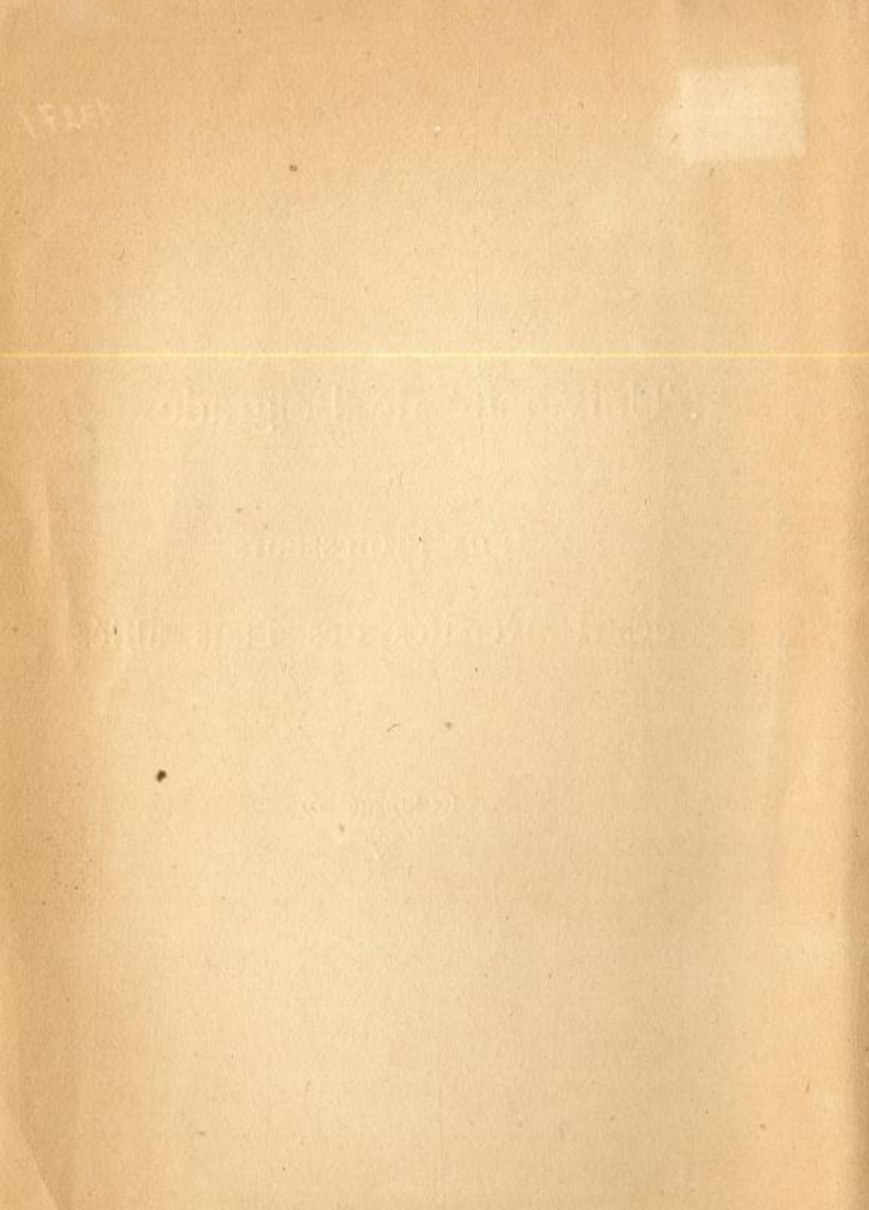


L'Université de Belgrade

aux Professeurs

des Universités des États alliés





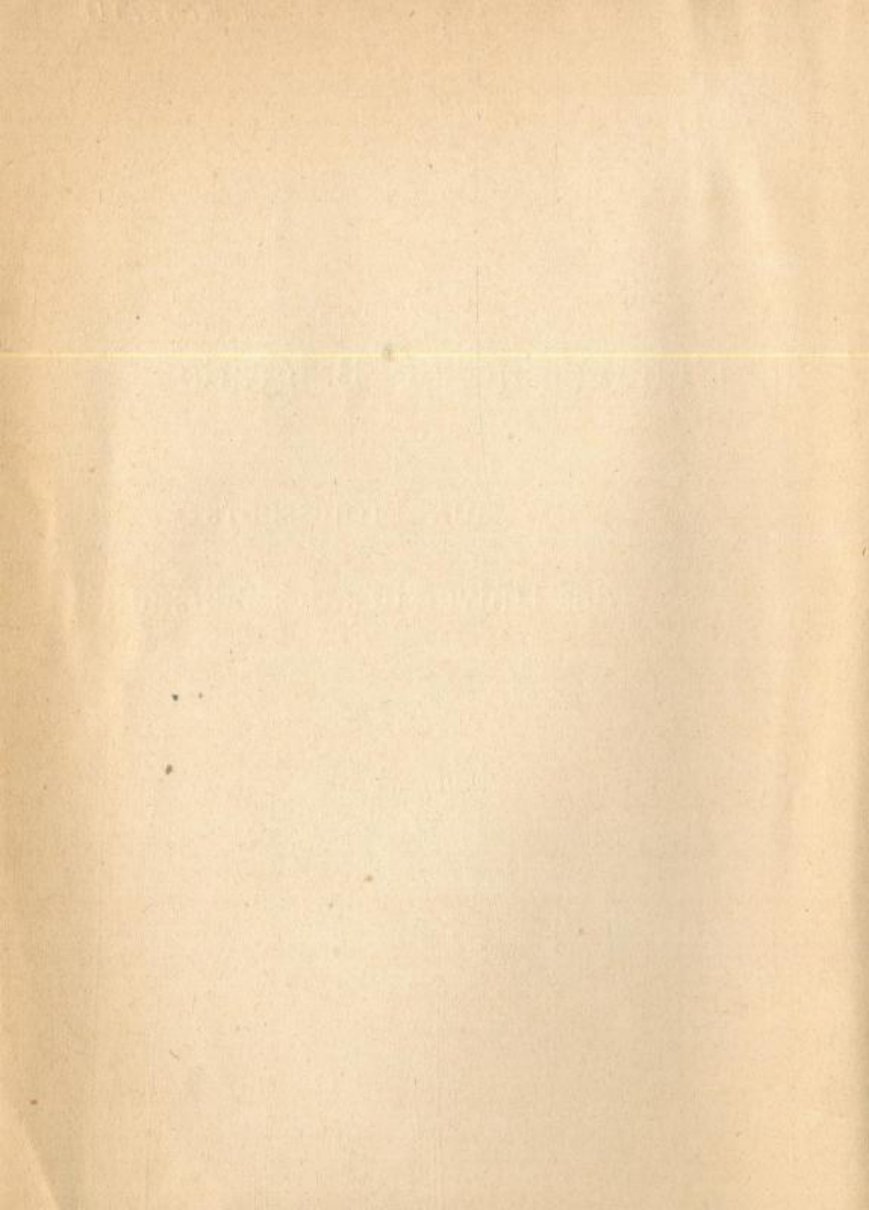


L'Université de Belgrade

aux Professeurs

des Universités des États alliés





MONSIEUR ET CHER COLLÈGUE,

Au moment où en Europe et en Amérique on discute le sort de la Serbie et de tous les Yougoslaves et surtout à l'occasion des conditions de paix exposées par MM. Lloyd George et le Président Wilson, les Professeurs de l'Université de Belgrade, réfugiés en France, croient devoir, par l'intermédiaire des Universités des pays alliés, adresser à tous les peuples, en compagnie desquels les Serbes combattent l'ennemi commun, le présent appel.

Au nom du peuple serbe, et particulièrement de ses intellectuels, ils déclarent que, depuis le début de la guerre, les Serbes ont toujours considéré qu'un seul principe est capable d'assurer en même temps que le salut et l'avenir des Serbes, Croates, Slovènes, une paix véritablement juste et durable. Ce principe est celui qui accorde aux nations la libre disposition de leur sort. L'application de ce principe ramènerait en même temps l'Autriche-Hongrie à ses véritables frontières nationales et ne lui laisserait plus que les Allemands et les Magyars. Toute autre solution serait injuste et inefficace.

Elle serait injuste, parce qu'elle ne répondrait pas aux grands principes de démocratie et de justice proclamés par les représentants des nations civilisées et au nom desquelles elles sont entrées en lutte. Elle serait inefficace, parce qu'une paix ne peut être durable, et les grandes nations la désirent telle, tant que toutes les nations ne jouiront pas d'une liberté complète. Toute autre solution, basée sur d'autres principes, ne serait qu'une répétition de la paix de Vienne et de Berlin et porterait en elle même le germe de crises et de guerres nouvelles.

Les Yougoslaves, c'est-à-dire les Serbes, Croates, Slovènes, par leur origine, leur langue, leur littérature et leurs aspirations, forment une seule et même nation. Et il est tout naturel s'ils désirent s'unir pour organiser un État national et libre qui leur soit propre. Ils ont maintes fois exprimé ce désir sous différentes formes : La Serbie et le Monténégro tout d'abord, par les grands sacrifices qu'ils ont consentis dans les dernières guerres en vue de la libération définitive et de l'unification de tous les Yougoslaves ; les Serbes, Croates, Slovènes, d'Autriche-Hongrie, l'ont également manifesté par la voix du Comité Yougoslave et par les

députés yougoslaves dans la diète de Zagreb et au parlement de Vienne, où les Slovènes se sont placés à la tête de ce mouvement. Le Comité Yougoslave qui défend la cause nationale aussi bien en Amérique qu'en Europe, est formé des seuls représentants du peuple sous le joug des Habsbourgs qui soient libres, ayant fuis à l'étranger pour échapper à la persécution. Comité Yougoslave et députés à Zagreb et à Vienne demandent constamment l'union en un seul État de toutes les régions habitées par les Serbes, Croates et Slovènes. Ce même désir est exprimé par les nombreuses associations nationales d'Amérique et surtout par les volontaires yougoslaves. Ces derniers, faits prisonniers en Serbie, en Russie ou en Italie n'ont pas hésité à s'engager par dizaines de milliers dans l'armée serbe. Combattant contre l'ennemi commun ils sacrifient à la cause de l'union nationale non seulement leur propre existence, mais aussi celle des leurs qui, restés en Autriche, y sont l'objet d'odieuses persécutions ou voient, pour le moins, leurs biens confisqués. Tous ces désirs ont trouvé leur expression dans la déclaration de Corfou qui est l'acte le plus solennel du programme national et qui fut signé par le Président du Comité Yougoslave et par le Président du Conseil serbe.

Ces faits montrent combien puissante est la volonté de notre nation de disposer de son sort, pour pouvoir former une communauté politique libre. D'ailleurs cette volonté ne date pas seulement de ces derniers temps et elle n'est pas due à l'influence d'une propagande quelconque ; elle a toujours été très vive dans le peuple serbo-croato-slovène dont les meilleurs fils l'ont puissamment affirmé. L'histoire du peuple serbo-croato-slovène est celle d'une lutte pour la liberté et l'union nationale, lutte menée sous les formes les plus variées et par les moyens les plus différents, depuis les discussions idéologiques ou les débats parlementaires, jusqu'aux sanglants combats des champs de bataille. De pareilles raisons réduisent à néant tous les arguments obscurs, incertains et absurdes tirés de soi-disant droits historiques dont se servent nos adversaires. Notre droit, à nous, repose sur la nationalité des populations de ces contrées et sur la volonté nettement exprimée de former avec la Serbie et le Monténégro un État national et libre.

En Grande-Bretagne, en Amérique et en France, nombreux sont encore ceux qui semblent croire qu'il soit possible de démocratiser l'État des Habsbourgs et d'accorder la liberté aux peuples de la Double Monarchie dans le cadre de l'Autriche-Hongrie. C'est une erreur résultant d'une connaissance imparfaite du passé du domaine des Habsbourgs et de l'état des choses qui y règne.

Trois facteurs ont toujours dominé l'Autriche : la dynastie, les Allemands et les Magyars. Les Allemands en Autriche et les Magyars en Hongrie, ne constituant qu'une minorité soutenue par les Habsbourgs ; ces trois facteurs se sont mis d'accord en 1867 pour pouvoir régner dans l'État au préjudice des autres nations.

Au cours des deux siècles qui ont précédé ce compromis de 1867, l'histoire intérieure de l'Autriche-Hongrie n'est qu'une lutte continuelle du pouvoir central, soutenue par les Allemands, l'armée et la police, contre les peuples de la Monarchie. Dans cette lutte, la dynastie et le pouvoir central ont toujours fait des peuples leurs instruments, les lançant les uns contre les autres, suivant les circonstances : les Serbes et les Croates contre les Magyars ; les Italiens contre les Serbes et les Croates ; les Roumains contre les Serbes ; les Magyars contre les Serbes et les Croates.

Aux heures du danger, l'Autriche a toujours consenti de grandes concessions aux diverses nationalités dont elle recherchait l'appui. Mais le péril conjuré, elle annulait aussitôt les concessions. Les privilèges accordés aux Serbes lorsque, répondant à l'appel de l'empereur Léopold, ils avaient, en 1690, passé en Autriche, ne furent jamais respectés, bien que quatre souverains successifs les eussent ratifiés. En 1848, un territoire séparé et autonome fut octroyé au peuple serbe en récompense de l'aide qu'il avait apportée aux Habsbourgs, contre les Magyars. Cette promesse fut retirée quelques années plus tard. L'autonomie de l'Église et des Écoles serbes en Hongrie, garantie par toutes sortes de lois dont la promulgation avait été le fruit d'âpres luttes soutenues par le peuple serbe et le couronnement de ces aspirations, n'a jamais été respectée et fut finalement supprimée en 1912. Les droits de la Croatie autonome, dont l'acte original de 1868 fut, d'ailleurs falsifié, afin de pouvoir plus aisément frustrer les Croates de leur port de Fiume, au profit des Magyars, ont, depuis cette époque été foulés aux pieds à trois reprises, lorsque le besoin de la dynastie ou les aspirations de l'impérialisme magyar l'exigeaient. En général en Croatie, comme dans toutes les autres contrées où nos populations manifestaient leur force vitale, régnaient la terreur et la violence.

En un mot on peut dire que tous les efforts gouvernementaux tendaient surtout à affaiblir les Serbes, les Croates et les Slovénes au point de vue national et économique. On faisait la guerre aux écoles serbes et on les fermait ; on prohibait les livres serbes ; les Serbes de Hongrie, qui sont plus d'un demi-million dans la Batchka et le Banat, n'avaient pas de représentant national au Parlement ; les institutions économiques dues à l'initiative serbe privée, étaient, de la part du gouvernement hongrois, l'objet de tracasseries multiples qui aboutissaient invariablement à l'abolition :

aujourd'hui il est même interdit aux Serbes, sujets hongrois d'acquérir en Hongrie des biens immobiliers, etc.

Il faut bien se pénétrer de cette idée que l'Autriche-Hongrie ni d'après sa composition, ni par son passé, pas plus que par la mentalité de ses dirigeants, n'est et ne peut être ce que sont les États-Unis de l'Amérique du Nord; elle ne peut davantage offrir à ses peuples ce que les Anglais ont accordé aux Boërs. L'Autriche-Hongrie est un État policier et militariste. Il tend essentiellement à assurer le pouvoir aux Allemands et aux Magyars, ainsi que le lui dictent les intérêts de sa dynastie.

À l'avenir, la politique intérieure de l'Autriche-Hongrie semble devoir être plus néfaste encore à la liberté des Yougoslaves (Serbes, Croates et Slovènes) qu'elle ne l'était avant la guerre, l'Allemagne redoublant d'énergie pour maintenir et renforcer le caractère allemand et magyar de la Monarchie habsbourgeoise. Le bloc économique et politique de l'Europe centrale (*Mitteuropa*) dans la forme envisagée par les dirigeants allemands, existait en réalité dès avant la guerre, ainsi que la route de Bagdad. Cet état de chose recevrait une sanction complète et la consécration définitive si l'Autriche est maintenue telle qu'elle était avant la guerre.

L'Autriche, dont l'Allemagne s'est emparée lors de cette guerre pour en faire une vassale docile et soumise aussi bien militairement qu'économiquement, restera sous l'influence absolue de l'Allemagne qui veillera à ce que le pouvoir n'échappe jamais aux Allemands d'Autriche et aux Magyars qui, dans cette guerre, ont été ses auxiliaires précieux et le resteront. Car l'Allemagne est, avec raison convaincue, qu'ils sont les seuls en Autriche-Hongrie dont elle puisse solliciter l'appui. En outre, tout son passé l'atteste, l'Autriche ne souffre pas le voisinage immédiat et direct de petits États nationaux. Deux ans avant la grande guerre seulement, l'Autriche a adressé à la Serbie, pour on ne sait trop quelles futilités et quelles peccadilles, cinq ultimatums successifs la menaçant toujours de déclencher la guerre au cas où la Serbie se déroberait. Bien que le sixième ultimatum eût reçu une réponse en tous points satisfaisante, la guerre éclata néanmoins.

La mentalité des dirigeants austro-hongrois, dont les traditions se perdent dans la nuit des temps, et qui a toujours évolué dans un sens opposé aux aspirations des nationalités, ne peut être modifiée. Si, par conséquent, à l'avenir les Serbes, les Croates et les Slovènes restent liés à l'Autriche, ils y subiront à nouveau toutes les vexations du passé. Ils ne pourront plus les supporter et ce sera la cause de crises nouvelles. La paix future qui mettra un terme à cette guerre, devra concilier toutes les aspirations nationales justifiées tant au point de vue économique que

social et politique. C'est là une condition *sine qua non* de la conclusion d'une paix durable après la plus épouvantable et la plus sanglante des guerres que l'histoire ait connue. Ce résultat ne pourra être acquis que si diverses communautés politiques s'organisent au gré des nations.

Les Yougoslaves (Serbes, Croates et Slovènes), guidés par leurs puissantes aspirations vers la liberté nationale, se sont toujours imposé de durs sacrifices, et ont toujours lutté pour les idées démocratiques. Doués d'aptitudes économiques et intellectuelles toutes particulières, possédant une conscience nationale très développée, ils ne pourront se considérer comme satisfaits et devenir le pivot de la paix et le centre de tous les progrès économiques et intellectuels dans la presqu'île Balkanique que s'ils recouvrent leur liberté entière. Ils ne peuvent la trouver que dans un État national absolument libre. D'ailleurs, le peuple serbe l'a mérité dans la mesure la plus large, car, au cours de toute son histoire, il a passé par les plus pénibles épreuves et fait les sacrifices les plus lourds dans les luttes incessantes qu'il a dû soutenir pour le maintien de son existence.

La Serbie, qui a loyalement lutté pour la liberté de toute sa nation, pour cet idéal que les représentants autorisés de l'Angleterre, des États-Unis et de la France ont déclaré sacré, pour ce but qui les a entraînés dans la guerre, la Serbie, qui, dans cette lutte, a sacrifié un bon tiers de sa population et toutes ses institutions civilisatrices péniblement créées au cours d'un siècle, sera complètement anéantie si elle ne retrouve que ses frontières de 1914 et si elle ne réussit pas à grouper autour d'elle, en un État commun et libre, tous ses frères de même race qui le désirent ardemment et qui ont supporté, pour la réalisation de cet idéal, des sacrifices immenses et sanglants. Dans la mémoire de tous, pour ne citer qu'un exemple, est encore vivace le souvenir du crime commis par l'Autriche-Hongrie l'an 1908 en s'appropriant définitivement deux provinces serbo-croates : la Bosnie et l'Herzégovine, en dépit d'un traité récent. Mais, même la réparation intégrale de ce crime et la restauration de la Serbie de 1914 avec la Macédoine serbe et les autres régions libérées du joug ennemi, momentanément sous la domination de l'adversaire, ne serait qu'une réalisation partielle du programme national, réalisation toujours insuffisante pour un développement libre et paisible. Seule la réunion de tous les pays yougoslaves réparerait l'injustice commise envers notre peuple. Et cette réunion de tous les Serbes, Croates et Slovènes en un seul état libre s'impose d'abord pour des raisons de justice pure à l'égard de la Serbie. Celle-ci, bien qu'épuisée par les deux guerres précédentes et disposant de moyens minimes, a plus d'une année durant, tenu seule le



front des Balkans, refoulant les invasions autrichiennes et a, à la grande satisfaction de tout le peuple serbo-croato-slovène et de tous les alliés, infligé deux défaites fameuses à la très nombreuse armée de l'ennemi. Cette union est commandée également par les intérêts politiques, moraux et économiques de la future Société des Nations.

Au nom de l'Université de Belgrade,

Le Recteur :

G. M. STANOÏÉVITCH.

Professeur à la Faculté des Sciences.

Paris, le 27 janvier 1918.



